



COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT

(Comité ministériel conjoint

des

Conseils des Gouverneurs de la Banque et du Fonds

sur le

Transfert de ressources réelles aux pays en développement)



**SOIXANTE-DOUZIÈME RÉUNION
WASHINGTON, D.C. – 25 SEPTEMBRE 2005**

DC/S/2005-0046(F)

25 Septembre 2005

Déclaration de

**S.E. Monsieur Fathallah Oualalou
Ministre des Finances et de la Privatisation
Royaume du Maroc**

**pour le Maroc, l’Afghanistan, l’Algérie, le Ghana,
la République Islamique d’Iran, le Pakistan, et la Tunisie**

**COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT
(Comité ministériel conjoint des
Conseils des Gouverneurs de la Banque et du Fonds
sur le Transfert de ressources réelles aux pays en développement)**

72^e REUNION

WASHINGTON D.C - 25 SEPTEMBRE 2005

**DECLARATION DE
S.E. MONSIEUR FATHALLAH OUALALOU
MINISTRE DES FINANCES ET DE
LA PRIVATISATION
ROYAUME DU MAROC**

**Pour le Maroc, l'Afghanistan, l'Algérie, le Ghana, la République Islamique d'Iran,
le Pakistan, et la Tunisie**

La 72ème réunion de notre Comité intervient dans un contexte marqué par le maintien d'un niveau de croissance de l'économie mondiale relativement élevé bien que légèrement inférieur à celui de 2004, soutenu par des politiques macroéconomiques accommodantes et des taux d'intérêt réels bas. Ainsi, d'après les estimations du FMI, la croissance mondiale devrait se situer à 4,3% en 2005 et 4,4% en 2006 tirée notamment par la croissance aux Etats-Unis et en Chine alors que l'activité économique en Europe devrait connaître un certain ralentissement.

Dans les pays en développement, la croissance devrait se maintenir à environ 6,4 % en 2005 découlant d'un rythme soutenu de croissance des pays de l'Asie de l'Est et du Sud. La croissance dans les pays d'Afrique subsaharienne devrait se situer à près de 5%. Toutefois, force est de noter que de tels taux, qui ne sont que des moyennes, ne doivent pas occulter les disparités importantes qui existent au sein des pays en développement dont ceux non producteurs de pétrole qui ont été frappés de plein fouet par le renchérissement des prix du pétrole.

Le renforcement du partenariat de développement et du financement pour la réalisation des objectifs du Millénaire (plan d'action pour l'Afrique) et l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés

Nous sommes tous conscients que les défis liés à la réalisation des objectifs du Millénaire par les pays en développement et en particulier ceux du Continent africain ne pourraient être relevés sans une action collective, concertée et urgente de la part de la Communauté internationale.

De ce fait, nous soutenons les efforts de la Banque mondiale et de l'ensemble de la communauté de développement visant la mise en place d'un plan d'action pour un partenariat renforcé en faveur de l'Afrique.

Dans ce cadre, nous partageons l'optique consistant à baser ce plan d'action sur les principes notamment de l'efficacité de l'aide, de la coordination et de la catalyse de l'aide en utilisant l'IDA 14 comme plateforme ainsi que de l'alignement de l'aide sur les priorités du développement des pays concernés.

Ce plan d'action devrait également reposer sur les principes de l'harmonisation et de la simplification des procédures des donateurs ainsi que sur la gestion axée sur les résultats en traduisant les Déclarations de Paris et de Marrakech en actions concrètes.

Pour ces considérations et du fait que moins de dix années nous séparent de l'échéance 2015 convenue par la communauté internationale pour la réalisation des objectifs du Millénaire, nous appelons la Banque à intensifier ses efforts en vue de l'opérationnalisation et la mise en œuvre rapide de ce plan d'action.

Cette mise en œuvre rapide est d'autant plus impérative que les déficits des pays africains en matière d'éducation, de santé, d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement

atteignent des proportions alarmantes alors que les progrès de ces pays vers la réalisation des objectifs du millénaire sont très insuffisants.

Un tel plan d'action est hautement souhaitable du fait qu'il permettrait le développement des capacités des groupes de population souffrant de la vulnérabilité et de la marginalisation et, partant, de leur permettre de participer activement à la promotion de la croissance et de bénéficier de ses fruits.

A cet égard, nous appelons la Banque mondiale et la Communauté des donateurs à veiller à la mise en cohérence de l'ensemble des mécanismes existants en faveur de l'Afrique en particulier avec les initiatives propres aux pays africains tel que le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

En effet, nous pensons que **les pays africains** eux mêmes ont une part importante de responsabilité dans la mise en œuvre de ce partenariat renforcé.

Ces pays devraient, à cet égard, œuvrer avec l'appui de la communauté internationale à accélérer leurs efforts en matière de réformes macro-économiques et structurelles adéquates, de renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance et de la mise en place d'infrastructures adéquates permettant ainsi la réalisation d'une croissance économique forte et équitablement répartie, tirée par le secteur privé.

Ces pays sont appelés, parallèlement à ces efforts, à développer davantage la culture de la gestion axée sur les résultats et surtout de la communication sur les résultats réalisés en matière d'objectifs du Millénaire et du développement en général.

Les pays développés ont, pour leur part et conformément aux engagements de Monterrey, un rôle capital à jouer au niveau du soutien des actions en faveur du Continent africain. Pour cette raison, nous saluons l'initiative des pays du G8 prise lors de la réunion de Gleneagles en vertu de laquelle ils se sont engagés à doubler l'aide destinée aux pays africains à l'horizon 2010 et nous espérons que cette initiative se traduira rapidement en réalité sur le terrain.

Le doublement de l'aide en faveur de l'Afrique permettrait de renforcer le volume global de l'aide qui ne s'est élevée, selon les estimations préliminaires pour 2004, qu'à 78,6 MM\$, soit 0,25% du PNB des pays donateurs, ce qui reste très en deçà de l'objectif de 0,7% fixé par la communauté internationale.

Dans ce même ordre d'idées, nous devons souligner qu'une grande partie de l'aide a été octroyée sous forme d'allègement de la dette et n'a pas été injectée sous forme de ressources financières nouvelles servant directement à la réalisation des programmes de développement.

Par ailleurs, l'augmentation du volume de l'aide doit s'accompagner par l'amélioration de son efficacité et de sa prévisibilité qui sont également des facteurs indispensables à la concrétisation des objectifs de développement.

Dans ce cadre, nous réitérons notre soutien aux initiatives tendant à augmenter rapidement le volume de l'aide par la mise en place des mécanismes de financement novateurs, tels que la Facilité Financière Internationale et l'institution d'une taxe sur les billets d'avion ainsi que les montages financiers hybrides.

Nous pensons que la mise en œuvre de ces mécanismes constitue un moyen privilégié de génération de flux appréciables de ressources dotés d'un degré significatif de prévisibilité.

Nous appelons la Banque à collaborer avec l'ensemble des partenaires pour assurer un suivi adéquat de la concrétisation des engagements des donateurs et des progrès des pays en développement vers la réalisation des objectifs du Millénaire.

Ce suivi devrait se faire de manière systématique et périodique sur la base d'indicateurs quantitatifs liés aux résultats escomptés et des évaluations de risque permettant d'apprécier objectivement les progrès réalisés par les parties prenantes.

Concernant l'allègement de la dette, nous estimons que les efforts déployés à ce titre en vue du renforcement de cet allègement et la préservation de la soutenabilité de la dette des pays pauvres très endettés devraient également être poursuivis en veillant à ce que les besoins liés aux objectifs du Millénaire ne se traduisent pas par un nouveau fardeau de la dette.

Dans ce cadre, nous appuyons sans réserve l'initiative des pays du G8 d'annuler à 100% de la dette à l'égard de l'IDA, du FMI et du Fonds africain de développement, des pays pauvres très endettés et nous estimons que cette proposition serait de nature à permettre le renforcement de la soutenabilité de la dette à moyen et long terme de ces pays et l'augmentation des ressources pour le financement des objectifs du Millénaire.

De même, nous insistons sur la nécessité de préserver la capacité financière de l'IDA et du FAD et d'éviter une baisse des flux de l'aide publique bénéficiant aux pays en développement en conséquence de cet allègement.

L'Agenda de DOHA pour le développement et l'aide pour le commerce

Au même titre et peut être davantage que le renforcement du partenariat et de l'aide en faveur des pays en développement, la promotion du commerce constitue un véritable levier de développement et un vecteur pour la réalisation des objectifs du Millénaire.

Toutefois, force est de constater qu'en dépit des efforts fournis, les progrès accomplis, jusqu'à présent, dans le cadre du cycle de négociations commerciales de Doha et en particulier en ce qui concerne la concrétisation de la dimension de développement, qui demeure à nos yeux la principale caractéristique de ce cycle, sont, somme toute, limités eu égard à l'échéance fixée pour ce cycle prévue pour la fin 2006.

De ce fait, les parties aux négociations de Doha ne devraient ménager aucun effort pour leur aboutissement rapide, en mettant à profit notamment la réunion ministérielle de l'OMC prévue à Hong Kong les 13 et 18 décembre 2005.

Nous appelons les pays développés à œuvrer, dans le cadre de ce round, à accélérer la libéralisation du commerce international en améliorant l'accès des pays en développement à leurs marchés, en particulier ceux des produits agricoles, par la levée des barrières tarifaires et non tarifaires devant les exportations originaires des pays en développement et par l'élimination des subventions à la production et aux exportations agricoles.

D'un autre côté, nous considérons que, comme il ressort des concertations qui ont eu lieu récemment à Genève, l'apport d'une aide internationale plus importante aux pays en développement à travers des mécanismes appropriés constitue une action vitale pour permettre à ces pays de renforcer leurs moyens de production en vue de tirer profit des nouvelles opportunités offertes par le cycle de Doha.

Cette aide internationale pour le commerce est de nature à permettre également aux pays en développement de faire face aux coûts d'ajustement à court terme découlant de la libéralisation des échanges commerciaux.

Pour leur part, les institutions financières internationales sont invitées à intensifier leurs efforts en vue du renforcement des capacités desdits pays en matière de commerce et leur permettre de participer activement aux négociations commerciales multilatérales.

La mise en place du plan d'action relatif à l'infrastructure

Partant du fait que l'infrastructure constitue l'un des facteurs clés de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté et compte tenu des besoins énormes des pays en développement en la matière, il s'avère impératif pour l'ensemble des pays en développement de redoubler d'efforts en vue de la mise en place d'une infrastructure efficiente à travers la mobilisation des financements publics et privés nécessaires à cet effet.

Nous soutenons à cet égard les efforts de la Banque mondiale visant la mise en oeuvre du plan d'action pour l'infrastructure qui va contribuer au renforcement des enveloppes financières destinées à ce secteur et de répondre au déficit de plus en plus croissant des investissements enregistré dans les pays en développement.

Le Groupe de la Banque est appelé à jouer un rôle important dans ce cadre à travers l'apport au profit des pays en développement et, particulièrement, de ceux à revenu intermédiaire de l'appui financier et de l'assistance technique, de travaux analytiques sectoriels et d'expertise pour renforcer les capacités desdits pays en matière de mise en place d'une infrastructure efficiente et répondant aux besoins de leur développement économique et social.

Revue de la conditionnalité de la Banque mondiale

Nous encourageons les efforts de la Banque visant à revoir ses politiques et pratiques concernant la conditionnalité dont sont assorties ses financements. Une telle revue devrait viser l'amélioration de l'efficacité de ses interventions et, partant, à permettre d'accélérer la

mise en œuvre des programmes financés par notre institution et notamment ceux liés à la réalisation des objectifs du Millénaire.

A cet égard, nous appelons la Banque à intensifier ses efforts pour assouplir et rationaliser cette conditionnalité en s'appuyant sur les principes de bonne pratique en la matière notamment ceux liés au renforcement de l'appropriation par les pays de leurs programmes, la prise en compte des spécificités du pays concerné et la limitation de la conditionnalité de décaissement aux actions essentielles nécessaires à la réalisation des résultats du programme financé.

Le renforcement de la voix et de la participation des pays en développement et en transition au niveau des institutions de Bretton Woods

Nous sommes convaincus qu'une participation effective des pays en développement et en transition qui abritent près des 4/5^e de la population mondiale à la prise de décision au sein des institutions de Bretton Woods est tributaire de la mise en place de mesures à caractère structurel visant notamment le renforcement des pouvoirs de vote des pays en développement et en transition au sein desdites institutions.

Nous espérons qu'un consensus pourra se dégager rapidement parmi les pays membres en vue de mettre en œuvre ces mesures à caractère structurel à même de réussir le renforcement de la démocratie et de gouvernance au sein de nos deux institutions pour faciliter la réalisation des objectifs du Millénaire.

Etat d'avancement des initiatives d'allégement de la dette des pays pauvres très endettés et du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté.

Nous nous félicitons des efforts importants déployés par les pays à faible revenu très endettés en partenariat notamment avec la Banque et le FMI qui ont permis à 28 pays d'atteindre le point de décision et à 18 pays le point d'achèvement en vue de bénéficier de l'allégement de leur dette dans le cadre de l'initiative PPTE.

La prorogation de la date de clôture de l'initiative à la fin 2006 a permis la poursuite des efforts de la part de la Banque, du Fonds et des autres parties prenantes en vue d'élargir cette initiative au profit d'autres pays.

Nous appelons la Banque et le FMI à mettre à profit cette période pour identifier de nouveaux pays éligibles à cette initiative.

Nous appelons également l'ensemble des donateurs et des créanciers à participer au financement de l'initiative et à apporter les ressources nécessaires pour assurer sa mise en œuvre.

Changement climatique et énergie

Le changement climatique est l'une des préoccupations majeures de la Communauté internationale. Le phénomène de réchauffement de la planète, en particulier, affecte de plus en plus notre éco-système et accentue la fréquence des maladies endémiques, des disettes et des catastrophes naturelles.

Dans ce contexte, nous appuyons l'appel lancé à la Banque par les pays du G8 à jouer un rôle de leadership, en partenariat avec les autres acteurs, dans la création d'un cadre pour l'énergie propre et le développement soutenable.

La Banque devrait à cet effet, élargir ses partenariats et intensifier ses efforts en vue de mettre en œuvre rapidement des politiques et de développer et d'utiliser des technologies appropriées pour faire face au changement climatique.

En liaison avec le changement climatique, la question de l'énergie constitue, également, l'une des sources majeures d'inquiétude pour beaucoup de pays en développement non producteurs de pétrole.

L'augmentation considérable des prix des hydrocarbures, qui semble s'inscrire dans la durée, grève de manière substantielle les coûts de leurs entreprises déjà aux prises avec les nécessités d'adaptation aux impératifs de la concurrence mondiale, réduit le pouvoir d'achat des citoyens, rend plus vulnérable l'équilibre des balances des paiements, accroît les tensions inflationnistes et aggrave les difficultés budgétaires dans la mesure où dans de nombreux pays, l'Etat n'a pas pu répercuter l'intégralité de l'augmentation des prix sur les utilisateurs.

Pour ces considérations et en vue de ne pas compromettre les efforts déployés par les pays concernés pour réduire la pauvreté conformément aux objectifs du Millénaire et favoriser une croissance durable et saine, la communauté internationale est appelée à faire preuve d'imagination en vue de trouver les moyens d'alléger le fardeau énergétique pesant sur les pays en développement non producteurs de pétrole. En effet, en plus de la prise de mesures nécessaires pour un meilleur fonctionnement et en particulier une plus grande transparence du marché du pétrole, il est nécessaire d'aider les pays en développement concernés à faire face aux chocs pétroliers et d'en amortir l'effet au niveau de la balance des paiements, du budget et des prix, y compris à travers un financement compensatoire approprié. A plus long terme, le Groupe de la Banque Mondiale est appelé à aider les pays à définir une politique énergétique visant l'économie d'énergie et le développement de ressources de substitution.